

Profession femme politique. Sexe et pouvoir sous la Cinquième République de Mariette Sineau, Paris, Presses de sciences po, 2001, 305 p.

Jocelyne Praud

Volume 21, Number 1, 2002

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/040309ar>

DOI: <https://doi.org/10.7202/040309ar>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Société québécoise de science politique

ISSN

1203-9438 (print)

1703-8480 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this review

Praud, J. (2002). Review of [*Profession femme politique. Sexe et pouvoir sous la Cinquième République* de Mariette Sineau, Paris, Presses de sciences po, 2001, 305 p.] *Politique et Sociétés*, 21(1), 134–137. <https://doi.org/10.7202/040309ar>

*Profession femme politique.**Sexe et pouvoir sous la Cinquième République*

de Mariette Sineau, Paris, Presses de sciences po, 2001, 305 p.

Étant donné le nombre infime de femmes ayant exercé les fonctions de ministre et de député durant les trois premières décennies de la Cinquième République française (1958-), il semble approprié de qualifier cette dernière de « République des mâles » (p. 27). En effet, il faut attendre la fin des années 1980 pour que les femmes dépassent la barre des 15 % au gouvernement et les élections législatives de 1997 pour qu'elles dépassent celle des 10 % à l'Assemblée nationale. L'ouvrage de Mariette Sineau examine le lent processus de féminisation de la Cinquième République, processus qui s'est accéléré durant les années 1990 à la suite de la mobilisation de diverses associations féminines et féministes autour du concept de parité politique (soit la représentation égale des femmes et des hommes dans les assemblées élues) et de l'arrivée au pouvoir d'un gouvernement de gauche déterminé à mettre ce concept en pratique. À partir d'une multitude de données socio-démographiques et d'un sondage réalisé en 1999 auprès des 577 député(e)s de la onzième législature, M. Sineau analyse la situation des femmes politiques engagées au niveau national en tant que membres du gouvernement ou députées de 1958 à nos jours. En fin de compte, l'ouvrage révèle que le concept de parité politique a véritablement fait évoluer la classe politique française, pourtant réputée pour être particulièrement machiste et antiféministe. Cette évolution des mentalités pourrait éventuellement sonner le glas de la « République des mâles ».

Le livre comporte deux parties. La première, intitulée « Le hors-jeu politique des femmes (1958-1995) », concerne la situation des femmes politiques durant les présidences de Charles de Gaulle, de Georges Pompidou, de Valéry Giscard d'Estaing et de François Mitterrand. Quant à la seconde, « Vers un autre partage du pouvoir entre les sexes ? (1995-2001) », elle porte sur l'impact qu'a eu la « féminisation immédiate et inédite des pouvoirs législatif et exécutif » (p. 24), enclenchée par le gouvernement de Lionel Jospin, sur la place des femmes en politique et la classe politique française en général.

Dans la première partie, M. Sineau rappelle d'abord les principaux facteurs qui ont servi à exclure les femmes des fonctions gouvernementales et représentatives de la Cinquième République, notamment : le recrutement des élites dirigeantes dans les grands corps de l'État (École nationale d'administra-

tion, Polytechnique, etc.) qui, pendant longtemps, « ont fait de la résistance active à l'entrée des femmes dans leur cercle » (p. 35) ; le mode de scrutin uninominal majoritaire à deux tours ; le cumul des mandats électoraux ; la fermeture des partis politiques aux femmes ; et, enfin, la faiblesse et, à partir des années 1960, l'« antiparlementarisme militant » (p. 71) du mouvement féministe français. Puis, l'auteure examine en détails l'influence que les quatre premiers présidents de la Cinquième République ont exercé sur la place des femmes en politique. Ainsi, sous C. de Gaulle, les femmes sont « quasiment exclues [...] de[s] fonction[s] gouvernementale[s] et représentative[s] » (p. 48). Paradoxalement, cet homme, qui, en 1944, avait signé l'ordonnance octroyant les droits de vote et d'éligibilité aux Françaises, ne pouvait concevoir qu'une femme puisse exercer de telles fonctions. G. Pompidou ayant partagé cette perspective, M. Sineau en conclut que « [s]ous les républiques gaullienne et pompidolienne, être femme politique relève bien d'un destin d'exception » (p. 43). La situation s'améliore pendant le septennat de V. Giscard d'Estaing, puisqu'au total neuf femmes accèdent aux fonctions ministérielles. Parmi elles se trouvent la ministre Simone Veil (chargée de la santé) et les secrétaires d'État Anne Lesur, Hélène Dorlhac de Borne et Françoise Giroud (chargées respectivement de l'enseignement préscolaire, de la condition pénitentiaire et de la condition féminine). La présence de ces femmes au gouvernement signale que les femmes sont tout à fait capables d'assumer d'importantes responsabilités publiques. Par contre, leur confinement dans les secteurs socio-éducatifs indique que la féminisation amorcée par V. Giscard d'Estaing est « moderne sur la forme [...] [et] traditionnelle sur le fond » (p. 79) et que sous le septennat giscardien les femmes sont surtout des femmes-alibis « servant de symboles et de faire-valoir » (p. 104). Pendant les deux septennats miterrandiens, la féminisation de la fonction gouvernementale se poursuit avec la promotion de militantes socialistes de longue date telles Yvette Roudy et Édith Cresson, et d'énarques telles Martine Aubry, Frédérique Bredin, Élisabeth Guigou et Ségolène Royal. Cependant, tout comme sous V. Giscard d'Estaing, plusieurs de ces femmes sont nommées au gouvernement par le chef d'État sans avoir été préalablement élues, d'où la conclusion de M. Sineau : « les femmes sont restées d'abord les "élues" du prince avant d'être les élues des électeurs et des électrices » (p. 154). Ainsi, plus de 40 ans après l'ordonnance de 1944, la légitimité électorale échappe toujours aux femmes.

Dans la seconde partie de l'ouvrage, l'auteure examine la rupture qui a eu lieu dans l'histoire des femmes et de la République après le retour de la gauche au pouvoir en 1997. Dès son entrée en fonction, le premier ministre L. Jospin prouve que son engagement pour la parité et la promotion des femmes en politique est bien réel. Il choisit huit femmes parmi les nouvelles élues de gauche pour siéger dans son gouvernement de vingt-six membres (qui comprend alors 30,7 % de femmes). De surcroît, il confie les deux plus importants ministères à des femmes : M. Aubry est nommée ministre de l'Emploi et de la Solidarité et É. Guigou, Garde des Sceaux. Enfin, avec l'accord du président Jacques Chirac, il fait en sorte que la parité (redéfinie par les législateurs comme « l'égal accès des femmes et des hommes aux mandats électoraux et

fonctions électives») soit insérée dans la Constitution et la loi. En conséquence, à l'aube du XXI^e siècle, le modèle élitiste de recrutement, qui prévalait sous V. Giscard d'Estaing et F. Mitterrand, ne semble plus avoir cours. Certes, la plupart des femmes qui accèdent aux fonctions gouvernementales sont des énarques. Toutefois, elles ont maintenant la légitimité électorale (et de plus grandes chances de la conserver du fait des réformes paritaires) et elles ne sont pas automatiquement reléguées aux secteurs socio-éducatifs.

Dans les deux derniers chapitres de l'ouvrage, M. Sineau trace le portrait de la nouvelle génération de députées et analyse comment ces dernières et leurs homologues masculins perçoivent la plus grande présence des femmes sur la scène politique. Tout d'abord, les nouvelles élues sont majoritairement socialistes, issues d'un milieu aisé, «diplômée[s] du supérieur, [...] fonctionnaire[s], [...] [â]gées d'une cinquantaine d'années [...] [et] mères d'un ou deux "grands" enfants» (p. 229). Cependant, comme l'auteure le souligne, leur plus grande tendance à être divorcées ou célibataires et à avoir peu ou pas d'enfants montre que la vie privée demeure un plus grand obstacle pour les femmes que pour les hommes. En ce qui concerne les perceptions des député(e)s, M. Sineau remarque que l'état d'esprit des parlementaires a considérablement évolué depuis que le terme de parité est entré dans le langage courant. Par exemple, en matière d'égalité entre les sexes, une majorité absolue des député(e)s est favorable au volontarisme législatif. De plus, le féminisme implique dorénavant non seulement les femmes de gauche, mais aussi les hommes de gauche. Selon l'auteure, le mouvement pour la parité a «réussi à donner mauvaise conscience aux députés de gauche, enfin désireux de mettre fin au grand écart entre principes égalitaires affichés et pratiques exclusives envers les femmes» (p. 24).

En conclusion, M. Sineau remarque que «[l]e temps des femmes-exception, voire des femmes-alibi, est révolu, appartenant au passé. Avec le nouveau millénaire, c'est la génération parité qui arrive aux affaires» (p. 259). Elle prédit que l'expérience de vie de ces femmes va leur permettre d'inventer un nouveau mode d'exercice des fonctions publiques plus en prise sur le réel, et donc de changer la politique.

Ce livre soulève une myriade de questions fascinantes. Deux en particulier devraient retenir l'attention des chercheur(e)s : l'Europe et la façon dont les parlementaires français perçoivent les femmes en politique. À plusieurs reprises, l'auteure note que, depuis 1979, l'Europe est un tremplin pour certaines femmes politiques désirant acquérir expérience politique, légitimité électorale et notoriété : «l'Europe est pour les femmes une voie privilégiée d'accès à la politique» (p. 229). Il serait intéressant d'analyser le rôle que l'Europe a joué et continue de jouer dans l'évolution de la place des femmes en politique d'autant plus que la parité politique est un concept d'origine européenne. Comme on l'a vu, la classe politique française, connue pour être très machiste, semble désormais plus ouverte à la gent féminine. Mais est-ce la classe politique dans son ensemble qui a changé ou bien seulement ses membres de gauche ? Comme l'auteure le rappelle, la majorité des député(e)s élu(e)s en 1997 (et donc des répondant(e)s au sondage) sont de gauche. En

outre, dans l'épilogue, consacré aux municipales de 2001 (premières élections paritaires), M. Sineau constate que les femmes ont toujours beaucoup de difficultés à obtenir les postes de pouvoir. Le pourcentage de conseillères municipales est maintenant de 47,5 %, mais celui des femmes maires d'une ville de plus de 100 000 habitants atteint seulement 10,8 %. Enfin, il semble que plusieurs partis politiques préféreraient payer les sanctions financières prévues par la loi plutôt que de présenter des femmes aux prochaines législatives. On se demande donc si le changement des mentalités est aussi profond qu'on aurait pu l'espérer, une question essentielle que les chercheur(e)s se doivent de suivre de près.

Pour conclure, l'ouvrage de M. Sineau et, plus précisément, la rétrospective historique, les portraits collectifs et individuels de femmes politiques sous chaque septennat et les tableaux statistiques en annexe permettent de bien comprendre comment la place des femmes dans la Cinquième République française a évolué depuis 1958. En conséquence, *Profession femme politique. Sexe et pouvoir sous la Cinquième République* est un ouvrage de référence incontournable pour quiconque s'intéresse à la politique française ou à la thématique « femmes et politique ».

Jocelyne Praud
University of Regina